



Eire Eco

Novembre 2017 – N°35

© DG Trésor - Sources : Department of Finance, CSO, CBI, ESRI, Markit, Investec, Department of Energy, EPA, BPI

RELATIONS FRANCO-IRLANDAISES

Rencontre entre Emmanuel Macron et Leo Varadkar – Le Président de la République a reçu le Premier Ministre irlandais (*Taoiseach*), Leo Varadkar, à l'Élysée le 26 octobre dernier. A cette occasion, le Président a rappelé que la France partageait les préoccupations irlandaises sur l'avenir de la frontière nord-irlandaise post-Brexit et restait attachée à une négociation en deux phases avec le Royaume-Uni. Le Président a également souligné qu'une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE, la France sera le pays membre de l'Union le plus proche de l'Irlande. Les deux dirigeants ont rappelé leur convergence s'agissant de l'avenir de la Politique Agricole Commune ainsi que leurs réserves sur les négociations d'un accord commercial entre l'UE et le Mercosur qui menace les secteurs bovins des deux pays. En matière de fiscalité du numérique, les divergences persistent, l'Irlande considérant que cette question doit être traitée au niveau international (OCDE). Le Président de la République et le *Taoiseach* ont également renouvelé leur soutien au projet d'interconnexion électrique entre la France et l'Irlande, le *Celtic Interconnector*.

MACROECONOMIE

Inflation – L'indice des prix à la consommation (IPC) irlandais de septembre était plus faible qu'attendu, à **+0,2%** en g.a (contre +0,4% en août). L'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) était quant à lui en diminution de 0,6% sur le mois, soit une baisse de **0,2%** en g.a. La vigueur de la croissance du PIB ne crée toujours pas de pressions inflationnistes, à l'instar de ce qui se passe dans le reste de la zone euro – ce qui devrait inciter la BCE à ne pas resserrer brutalement sa politique monétaire. Les prix du pétrole restent volatiles et continueront d'influencer fortement l'évolution de l'IPC dans les mois à venir. L'inflation irlandaise pourrait néanmoins accélérer sous la pression des revendications salariales, notamment dans le secteur public.

Indice des Prix à la Consommation (IPC) annuel et mensuel de l'Irlande

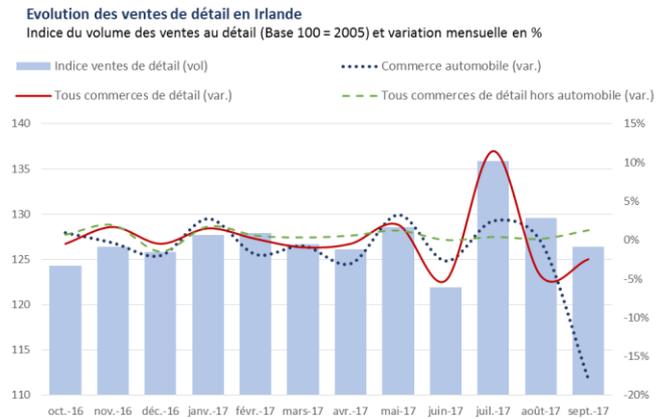


Indice d'activité économique – Le PMI manufacturier s'établit à **54,4** en octobre, en baisse pour le deuxième mois consécutif. Il s'agit du niveau le plus faible depuis mars. Selon les personnes interrogées, la production manufacturière est légèrement plus faible en octobre que le mois précédent et la croissance des nouvelles commandes a ralenti. La croissance du secteur manufacturier demeure néanmoins structurellement solide, soutenue notamment par la demande extérieure et la reprise économique qui accélère dans la zone euro. Le PMI des services a quant à lui diminué de 1,2pt en octobre, à **57,5**.

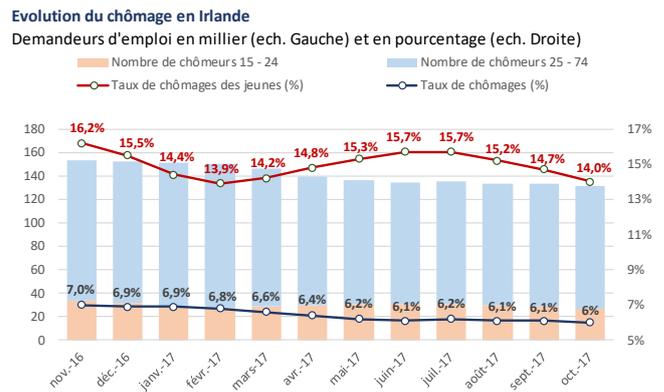
Indice PMI - secteur manufacturier
Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Indice des ventes de détail – Les ventes de détail (en volume) étaient en **baisse de 2,4%** en septembre par rapport au mois précédent et de 1,2% en g.a. Confirmant une tendance observée les mois précédents, cette baisse est largement due à celle des achats automobiles (-18% sur le mois) : les consommateurs irlandais profitent de la dépréciation de la livre sterling pour acheter leur voiture en Irlande du Nord. Hors automobiles, les ventes de détail ont **progressé de 1,3%** sur le mois de septembre et de 7,7% sur un an. Globalement, la forte croissance sur l'ensemble du T3 2017 (+1,4% des ventes de détails hors automobiles ce trimestre) confirme que les dépenses de consommation constitueront un contributeur clé à la croissance du PIB sur l'ensemble de l'année.

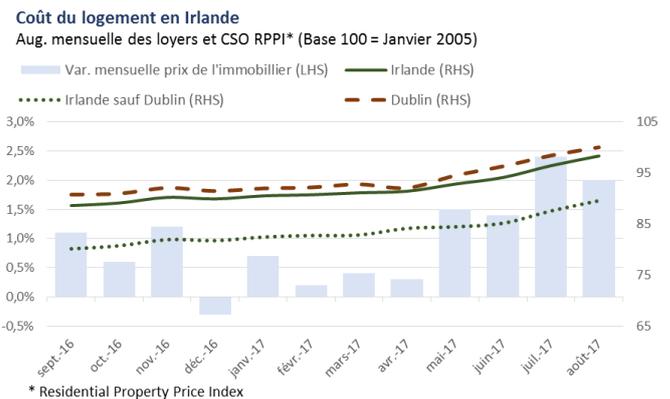


Chômage – Le taux de chômage est reparti à la baisse en octobre, s'établissant à **6,0%**, son plus bas niveau depuis juin 2008. L'Irlande compte 26 000 chômeurs de moins qu'en octobre 2016, soit une baisse de **17%**. Le taux de chômage des hommes diminue de 0,1pp ce mois-ci à 6,7%, alors le taux de chômage des femmes reste stable à 5,1%. Le chômage des jeunes (15-24ans) est également en diminution de 0,7pp, à 14%. Bien que cette diminution soit significative, le taux de chômage des jeunes reste encore très élevé.



Source: CSO

Immobilier – Les prix de l'immobilier ont continué d'augmenter en août 2017 sur l'ensemble du territoire irlandais, enregistrant une inflation de **2%** par rapport à juillet 2017 et de **12,2%** en g.a. A Dublin, l'inflation mensuelle en août 2017 a atteint 1,6%, et l'inflation annuelle 11,9%. Cette hausse des prix est une conséquence directe de l'important déficit d'offre de logement du pays. Lors de la présentation du projet de budget 2018, le Ministre des Finances et de la Dépense Publique a annoncé une série de mesures visant à y remédier (voir *infra*). La plupart des commentateurs ont salué la réorientation de la politique du logement vers l'offre mais ont jugé les montants alloués très insuffisants. Par ailleurs, la part des crédits dont le ratio valeur/revenus de l'emprunteur est supérieur à 3,5 représente déjà 18 % du total des nouveaux crédits. La CBI ayant fixé à 20 % la valeur maximale de ce ratio, les banques vont devoir rationner leur offre de crédit, ce qui pourrait avoir un effet baissier sur les prix de l'immobilier.



* Residential Property Price Index

FINANCE PUBLIQUES

Projet de budget 2018 de l'Irlande – Le 10 octobre dernier, le Ministre des Finances et de la Dépense Publique, Paschal Donohoe, a présenté le projet de budget 2018 de l'Irlande. Le *Department of Finance* (DoF) a fondé ce projet sur des hypothèses de croissance de +4,3% en 2017 et +3,5% en 2018, cette dernière étant légèrement plus prudente que lors du *Summer Economic Statement* de juillet (+3,7%) pour refléter les incertitudes liées au Brexit. La révision en base du PIB permet une nouvelle amélioration de trajectoire de dette : le ratio dette/PIB passerait de 73 % en 2016 à 61 % en 2021. Le gouvernement rappelle néanmoins dans son projet de budget l'ampleur des distorsions statistiques qui affectent la comptabilité nationale irlandaise depuis 2015 et donc, les ratios de finances publiques. En valeur absolue, la dette publique brute s'établirait à 202 Mds € fin 2017. L'année 2017 devrait permettre de réduire le déficit de 0,4 pp à 0,3 % du PIB (soit 0,1 pp de mieux que dans le budget 2017). Pour les

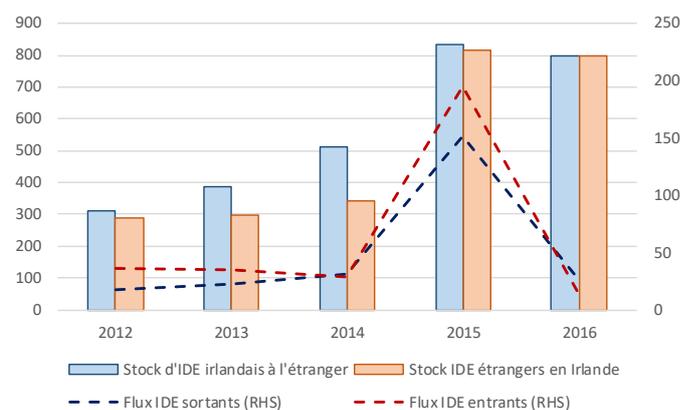
années suivantes, le gouvernement entend modérer son effort de consolidation à 0,1 pp de PIB par an, reportant ainsi le retour à l'équilibre nominal à 2020 (au lieu de 2019 dans le PSC 2017). La contrepartie est une augmentation significative des dépenses d'investissement à partir de 2019 qui passeraient de 5,4 Mds € en 2017 à 7,6 Mds € en 2021. Les dépenses totales progresseront de 3,5 % en valeur par rapport par à 2017 pour s'établir à 79 Mds € (26 % du PIB). Le ratio de prélèvements obligatoires s'établira à 24 % du PIB. Le Gouvernement confirme par ailleurs l'abondement d'un fonds de réserve contra-cyclique (*Rainy-Day Fund*) à hauteur de 0,5 Md€ par an à partir de 2019 mais annonce, en plus, une dotation de 1,5 Md € dès 2018 grâce à un transfert de l'*Ireland Strategic Investment Fund*¹. Le Budget 2018 tente également de s'attaquer à la « crise du logement » dont souffre le pays. Alors que le gouvernement précédent a tenté d'y remédier en soutenant la demande (*Help-to-Buy Scheme*²), le Budget 2018 s'efforce d'accroître l'offre locative, d'encourager la construction et la mise sur le marché des logements ou terrains vacants. Les principales mesures annoncées favorisent la conversion de biens commerciaux en biens résidentiels, diminue la durée de détention nécessaire à l'exemption des plus-values, alourdit la fiscalité sur les terrains vacants et ouvre de nouvelles déductions fiscales pour l'aménagement des logements destinés au marché locatif. Toutefois, les mesures de soutien à la demande (déductibilité fiscale des intérêts sur les crédits hypothécaires, *Help-to-Buy Scheme*) sont prolongées.

Exécution budgétaire – Le budget de l'Etat central (*Exchequer*) enregistrait un excédent de 2,34 Mds € fin-septembre 2017, comparé à un déficit de 25 m€ à la même période l'an dernier. Cette amélioration est principalement due à la vente récente de plus de 28% des parts de l'*Allied Irish Bank* (AIB) détenues par l'Etat. Sans compter cette opération, l'*Exchequer* affiche néanmoins une amélioration de plus de 500m € résultant de l'augmentation des recettes fiscales et de la diminution des taux d'intérêts. Elle sera toutefois partiellement absorbée par les augmentations de dépenses votées récemment. Les analystes de *Merrion Capital* prévoient un solde d'exécution excédentaire de 100 m€ fin octobre, contre un déficit de 2,4Mds € à la même période l'an dernier.

INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Investissements direct étranger – Le CSO a publié le 27 octobre les chiffres des investissements directs à l'étranger (IDE) 2016 pour l'Irlande. Le solde net d'IDE pour l'Irlande était en déficit de 882m€ fin 2016, contre un excédent de 21Mds€ fin 2015. Le stock d'ID irlandais à l'étranger est ainsi passé de 836 Mds€ en 2015 à 799 Mds€ en 2016, en raison d'une diminution des investissements aux Etats-Unis (-13Mds€), au Luxembourg (-27Mds€) et en Suisse (-12Mds€) partiellement compensés par une augmentation des investissements dans les centres offshores d'Amérique Centrale (+15Mds€). Le stock d'IDE en Irlande est passé de 816 Mds€ à 800 Mds€ sur la même période, principalement en raison de la diminution des investissements américains (-123 Mds€) compensés par une augmentation des investissements européens (+117 Mds€). Les flux ont fortement diminué entre 2015 et 2016 : les flux entrants sont passés de 195Mds€ à 13Mds€ (-93%) et les flux sortants de 150Mds€ à 27Mds€ (-82%). Ce chiffre s'explique très largement par le mouvement massif de redomiciliations d'entreprises étrangères en Irlande en 2015. Même si ce mouvement s'est poursuivi en 2016, son ampleur a été moindre. Par ailleurs, la France était le 5^{ème} investisseur en Irlande en 2016 (4^{ème} en 2015).

Stocks et flux des Investissements Directs à l'Etranger (IDE) de l'Irlande en milliards d'euros



Source: CSO

Classement Banque Mondiale « Doing Business 2018 » - L'Irlande est le 17^{ème} pays au monde pour la qualité de son climat des affaires selon le classement annuel « *Doing Business* » de la Banque Mondiale. Le pays gagne ainsi une place par rapport à l'an dernier et se classe 4^{ème} de la zone euro. Le classement prend en compte une dizaine de variables de pondérations égales, telle que la facilité de créer une entreprise, le système fiscal ou encore la solidité du système juridique et financier. L'Irlande maintient ou améliore sa position dans 7 des 10 variables, dont l'amélioration la plus importante se situe dans l'obtention des permis de construire (30^{ème}, +8 places). En revanche, l'Irlande perd 10 places en matière d'accès au crédit bancaire.

¹ L'ISIF, créée en 2014, gère 8 Mds € d'actifs. Il apporte des financements garantis par l'Etat en complément de ceux du marché.

² Déduction fiscale accordée aux primo-accédants introduite dans le Budget 2017.

SECTEUR FINANCIER

Taux d'intérêt – La Banque centrale européenne (BCE) a récemment publié les résultats de son « *stress test* » 2017, se concentrant particulièrement sur les risques liés aux taux d'intérêt. Les résultats montrent que, en moyenne, les banques européennes sont bien préparées à un environnement de taux d'intérêt volatiles. Le rapport souligne que le revenu net d'intérêt (NII) des banques augmenterait sur les trois prochaines années pour une majorité de banques européennes si les taux d'intérêt augmentaient. Ces résultats sont particulièrement pertinents pour les banques irlandaises, compte tenu de leur proportion importante de prêts à taux variables. Une hausse uniforme de 100pb de la courbe des taux augmenterait ainsi le NII d'Allied Irish Bank (AIB) et de Bank of Ireland (BoI) d'environ 110 m€ (estimations prudentes). Le NII de Permanent TSB Group (PTSB) augmenterait davantage encore, du fait de la proportion importante des prêts hypothécaires dans son portefeuille.

Scandale des « tracker mortgages » - Le scandale des « *tracker mortgages* », prêts hypothécaires à taux variables indexés sur les taux de la BCE et très populaires avant la crise, est de retour sur le devant de l'actualité en octobre. Cinq banques – les irlandaises AIB (détenue à 71% par l'Etat), PTSB (75%) et BoI (14%), la britannique Ulster Bank (qui fait partie de RSB) et la branche irlandaise KBC Bank Ireland du groupe belge KBC – auraient empêché leurs clients de bénéficier de la diminution des taux lorsque la BCE a réduit les siens pour faire face à la crise de la zone euro. La Banque centrale irlandaise (CBI) a ouvert une enquête en 2015 et publié un rapport en février dernier, accompagné d'une réévaluation du nombre de clients concernés à 14 400 (dont seulement 3 300 ont fait l'objet d'une indemnisation à ce jour), chiffre qui, selon les analystes, sous-estime encore la réalité qui serait proche de 20 000. Les directeurs des différentes banques ont présenté leurs excuses mais, selon le gouverneur de la CBI, M. Philip Lane, des pressions continues sur les banques seront nécessaires pour que l'intégralité des dédommagements soit effectivement versée. Le Ministre des Finances et de la Dépense Publique, Paschal Donohoe, a menacé d'instaurer de nouvelles taxes sur les banques qui n'honoreraient pas leurs engagements à temps, de mettre en œuvre des mesures ciblées sur les trois banques partiellement détenues par l'Etat et de renforcer la responsabilité et la transparence des banques. Ce scandale a un peu plus écorné, auprès du public l'image, du secteur bancaire irlandais qui a bénéficié de 64Mds€ d'aides publiques pendant la crise.

BREXIT

Rapport de la Banque centrale irlandaise – Selon un rapport confidentiel de la CBI de juin 2017 déclassifié en octobre, une sortie désordonnée du Royaume-Uni (RU) de l'UE aurait un impact immédiat sur la profitabilité du secteur bancaire irlandais ; le risque ultérieur de divergence réglementaire mettrait à mal l'intégration financière de l'Irlande avec le RU. Ce dernier ne serait plus lié par le « *Single Rulebook* » européen, ce qui pourrait conduire à des divergences des cadres de résolution européen et britannique, et compliquer fortement la résolution des banques transfrontalières. Un tel scénario se traduirait également par la perte du « passeport financier européen » pour le RU et la fin du « Freedom of Services » qui permet à un établissement financier d'offrir ses services dans n'importe quel pays européen sans y avoir de présence physique. 30 % des prêts des banques irlandaises ont pour contrepartie une entité britannique. Si ces établissements souhaitent maintenir leur volume d'activité sur ce marché, ils devront très certainement investir pour renforcer leur présence au RU. Elles devront alors se soumettre à une double réglementation dont le coût sera d'autant plus élevé que la divergence réglementaire s'accroît. Par ailleurs, la profitabilité des banques irlandaises pourrait être directement affectée par un ralentissement de l'économie britannique (du fait de leur exposition au RU) et indirectement à travers l'impact sur les exportateurs irlandais.

L'Irlande pourrait toutefois tirer parti des délocalisations d'entreprises financières souhaitant conserver leur accès direct au marché unique. La concrétisation de ces relocalisations se traduirait cependant par une augmentation de la charge de travail de supervision de la CBI – ce qui aura un coût à court terme mais favorisera aussi, à plus long terme, une montée en puissance de la CBI au sein du Mécanisme de supervision unique européen (SSM).

Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production							
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,6	180,3	194,5	262,0	275,6
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	0,0%	-1,1%	1,1%	8,5%	26,3%	5,1%
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%
Compte courant							
Exportations de marchandises (en Md€)	90,9	93,2	93,5	89,2	92,6	112,4	116,9
Importations de marchandises (en Md€)	48,7	53,0	56,2	55,8	62,2	70,1	69,6
Solde commercial (en Md€)	42,2	40,2	37,3	33,4	30,5	42,3	47,3
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%
Evolution des prix							
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-18,7%	-9,2%	-0,8%	13,0%	8,7%	12,0%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-18,4%	2,2%	16,2%	19,7%	3,9%	5,7%
Population							
Population	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100
Marché du travail							
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	60,3%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%
Nombre de personnes employées par les multinationales	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%	
Consommation et investissement							
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-1,0%	-0,8%	1,7%	4,5%	3,0%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	11,7%	-5,4%	18,2%	32,7%	45,5%
Secteur financier							
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7
Gouvernement							
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,4
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,4
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,5%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-1,9%
Dette publique (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,6%	119,4%	104,5%	76,9%	72,8%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	274,6%
Politique énergétique							
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :							
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	
<i>Gas naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	

Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)		75,16			67,91			70,74				
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>		9,9%			5,2%			5,8				
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2010)	154,6	177,1	159,8	164,1	144,2	144,4	156,6	158,4	149,1	151,5	153,1	154,1
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	120,0	123,0	122,4	126,2	123,0	124,6	119,7	121,1	119,4	120,7	116,4	115,1
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	183,4	216,4	185,8	186,4	169,9	163,1	180,1	179	169,1	179,9	178,4	178,8
Purchasing Managers Index - Manufacturing	53,7	55,7	55,5	53,8	53,6	55	55,9	56	54,6	56,1	55,4	54,4
Purchasing Managers Index - Services	56	59,1	61	60,6	59,1	61,1	59,5	57,6	58,3	58,4	58,7	57,7
Purchasing Managers Index - Construction	59,8	58,9	55,7	57,9	60,8	61,3	63,6	58,2	56,6	55,1	56,5	
Compte courant												
Exportations de marchandises (en Md€)	10,4	10,2	10,6	10,8	10,8	9,8	10,5	9,8	9,4	9,0		
Importations de marchandises (en Md€)	6,8	6,6	5,5	6,6	5,9	7,0	6,9	6,6	5,3	5,4		
Solde commercial (en Md€)	3,6	3,6	5,0	4,3	4,9	2,9	3,6	3,7	3,7	3,7		
Balance courante trimestrielle (en Md€)		2,360			8,570			-0,872				
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)		3,1%			12,6%			-1,2%				
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	-0,1%	0,0%	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%	0%	0,4%	-0,6%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,5%	-0,2%	0,9%	0,4%	0,1%	1,6%	0,4%	0,8%	2,8%	2,3%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	1,2%	-0,7%	0,5%	0,2%	0,7%	-0,8%	2,6%	1,9%	2,20%	1,6%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,0%	0,3%	0,0%	1,2%	0,3%	0,5%	0,1%	0,8%	0,4%	0,8%	0,7%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	153 700	151 800	151 400	150 000	145 900	139 500	136 600	134 300	135 100	133 300	133 100	131 300
<i>Taux de chômage global</i>	7,0%	6,9%	6,9%	6,8%	6,6%	6,4%	6,2%	6,1%	6,2%	6,1%	6,1%	6%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	16,2%	15,5%	14,4%	13,9%	14,2%	14,8%	15,3%	15,7%	15,7%	15,2%	14,7%	14%
Salaires horaires moyens (var YoY, 4T roulants, en%)		0,6%			0,6%			0,7%				
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)		0,7%										
Investissement (variation trimestrielle en %)		85,7%										
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,9%	4,3%	3,6%	2,4%	3,6%	1,8%	4,6%	4,1%	1,4%	4,6%	1,2%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	5,9%	3,2%	6,5%	5,9%	5,8%	6,6%	7,2%	7,1%	7,7%	6,6%	7,8%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	6,0%	6,5%	0,8%	-2,8%	-2,3%	-4,8%	-0,3%	-3,6%	-9,8%	-1,6%	-19,7%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	2,2%	2,5%	2,1%	2,8%	3,1%	3,6%	3,1%	3,8%	3,2%	4,0%	4,1%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	-1,0%	0,8%	0,2%	0,2%	0,5%	1,1%	-0,6%	1,0%	0,0%	0,3%	0,8%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,1%	-1,6%	-0,2%	-0,1%	0,7%	0,6%	0,7%	2,0%	0,1%	0,1%	0,9%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,2%	-1,1%	-0,2%	-0,2%	0,9%	0,4%	0,7%	2,4%	0,0%	0,1%	1,0%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	0,4%	-3,4%	-1,0%	-0,7%	0,4%	0,7%	-0,7%	0,0%	-2,0%	-0,4%	-0,3%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 215,8	6 517,2	6 392,4	6 546,3	6 658,6	6 860,8	6 946,6	6 827,60	6 649,39	6 621,19	6 881,75	6 912,11
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,879%	0,772%	1,181%	0,876%	0,993%	0,855%	0,770%	0,878%	0,855%	0,697%	0,754%	0,582%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUE

Version du 08/11/2017